

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Caucus régional d'Afrique centrale : pour préparer le "Sommet Africités 9"

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

ORGANISÉ conjointement par "Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique" (CGLU-A) et l'Association des maires du Gabon (AMG), "le caucus régional d'Afrique centrale" s'est ouvert hier, à l'immeuble Arambo, sous la présidence du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, représenté par son directeur de cabinet, Séraphin Ibouanga.

En présence, entre autres, du ministre de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des territoires, Mathias Otounga Ossibadjou, de la maire de Libreville, Christine Mba Ndutume, par ailleurs présidente de CGLU-A, du secrétaire général de cette organisation, Jean-Pierre Elong Mbassi, et des représentants de certaines villes de la sous-région.

Ces assises, qui confortent le rôle majeur qu'occupe la capitale gabonaise sur la scène continentale et sous-régionale, visent, au-delà des différentes problématiques abordées, à dégager une synergie sous-régionale afin de préparer au mieux le prochain "Sommet Africités 9" qui se tiendra, du 17 au 21 mai prochain, à Kisumu (Kenya). Une préparation qui constitue la trame principale de cette rencontre. D'autant plus que celle-ci devrait déboucher sur l'élection des représentants de la sous-région appelés à siéger à la Commission de gestion financière de CGLU-A, au Conseil panafricain du Réseau des femmes élues locales d'Afrique (REFELA), ainsi qu'au Conseil panafricain du réseau des jeunes élus. C'est dire que ces assises devraient consolider l'unité des collectivités locales d'Afrique centrale, en vue de leur meilleure



Les officiels à l'ouverture des travaux.

implication dans le développement de leurs nations et l'épanouissement de leurs citoyens. De fait, tout en saluant la pertinence de cette rencontre, Séraphin Ibouanga a loué les "avancées considérables" du processus de décentralisation dans notre pays. Lesquelles, a-t-il précisé, émanation de la vision politique du chef de l'État, Ali Bongo On-

dimba, traduisent son ambition "à faire de la décentralisation une réalité". De même, tout en louant le leadership du président de la République, l'édile de Libreville a souligné l'importance de "la contribution des partenaires au développement dans le rayonnement de leur organisation". "Le caucus régional d'Afrique centrale" s'achève cet après-midi.

## Miroir du gouvernement

### La fin du calvaire ?

TOUT compte fait, on ne peut que saluer la détermination affichée récemment par le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, au sortir de la rencontre qu'il avait eue avec les maires centraux et d'arrondissement du Grand Libreville.

Le membre du gouvernement avait, en effet, placé ses interlocuteurs devant leurs responsabilités en les exhortant à lutter résolument contre l'insalubrité qui enlaidit le visage de leurs circonscriptions respectives. Difficile de ne pas être d'accord avec lui, quand on voit les tas d'immondices et autres carcasses d'automobiles qui jonchent plusieurs artères de Libreville, Akanda, Ntoum et autre Owendo. Des cités qui, d'une certaine manière, constituent les vitrines de notre pays. C'est à croire que leurs édiles respectifs ont capitulé face à ce fléau. Mais à y regarder de plus près, il n'en est rien. Car, chez nous, la lutte contre l'insalubrité dépend, en grande partie, de l'État central. Et accessoirement, des municipalités. Vu que celles-ci, dans leur majorité, ne disposent véritablement pas de moyens conséquents pour y faire face. Une réalité qui, à quelques exceptions près, concerne également le Grand Libreville. D'autant que l'État n'est jamais bien loin, quand il s'agit de trouver des solutions adéquates et appropriées à la pro-

## Assemblée nationale : huit textes en cours d'examen

J.O.  
Libreville/Gabon

Le président de la première Chambre du Parlement gabonais, Faustin Boukoubi, a dirigé en fin de semaine dernière, une séance de travail à laquelle ont pris part les membres du Bureau de ladite institution et ceux de la conférence des présidents. Au menu : les textes législatifs sur lesquels l'Assemblée nationale a été saisie, et la question relative au nouveau calendrier de travail qui devrait intégrer le contexte sanitaire actuel lié à la Covid-19. Sur les travaux législatifs, les députés ont relevé que parmi les quinze textes dont l'Assemblée a été saisie, huit (8) sont en cours d'examen, cinq (5) en attente

d'examen, et un (1) texte rejeté. S'agissant du deuxième point, Faustin Boukoubi a préconisé que le nouveau calendrier du travail parlementaire prenne en compte le contexte de résurgence de la troisième vague de la Covid-19. Dans cette optique, il a décidé de reconduire toutes les mesures restrictives adoptées l'année dernière au sein de l'institution dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.

C'est dire que la participation aux travaux au palais Léon-Mba sera à nouveau conditionnée par la présentation d'un test PCR et/ou un test antigénique négatif malgré le vaccin. Cette mesure est valable aussi bien pour les députés que pour le personnel, et tous les visiteurs.



Faustin Boukoubi lors de la conférence des présidents.

blématique de la collecte et la gestion des immondices.

Pour autant, cette donne devrait changer. Entendu que, avait indiqué Lambert Noël Matha, "les nouvelles dispositions relatives à la décentralisation donnent les pleins pouvoirs aux maires d'arrondissement en matière notamment de pré-collecte et de ramassage des ordures". Tout en indiquant aux maires centraux que l'État prévoit de leur apporter un soutien matériel.

Ce qui revient à dire que la lutte contre l'insalubrité dans le Grand Libreville ne saurait trouver d'issue favorable que dans une collaboration franche et sincère entre l'État central et les municipalités. Encore faudrait-il qu'au-delà de leur promulgation, les textes consacrant le transfert des compétences de l'État aux collectivités locales soient suivis réellement d'effets. Et que dans cette dynamique, les citoyens jouent également leur partition.

Tout ceci pour signifier qu'on attend véritablement de voir, où va nous mener la détermination du ministre d'État, ministre de l'Intérieur. Au risque de croire à une nouvelle déclaration d'intention.

J.KOMBILE MOUSSAVOU